

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

13 janvier 2026

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil de Saint-Ignace-de-Loyola, tenue le 13 janvier 2026 à 20h00 à l'endroit ordinaire des sessions du Conseil, à laquelle sont présents :

Madame Evelyne Latour, mairesse.

Madame Chloé Laforest-Guèvremont conseillère, et Messieurs Louis-Charles Guertin, Christian Michaud, Jean Latour, Louis-Vincent Barthe, Christian Valois, conseillers.

Tous formant quorum, sous la présidence de madame Evelyne Latour, mairesse.

Les membres étant majoritairement présents, constatation est faite que l'avis de convocation a été signifié, ils acceptent l'ordre du jour tel que présenté.

Assiste également à la séance M. Guy Ménard, en tant que greffier d'assemblée.

La mairesse ouvre la séance et préside l'assemblée.

À moins d'une mention spécifique au contraire sur le vote relatif à une proposition, la personne qui préside la séance ne participe pas au vote sur une proposition.

2026-01-861

Adoption de l'ordre du jour

IL EST PROPOSÉ PAR, Christian Michaud SECONDE PAR Jean Latour et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté, mais demeure ouvert à toute modification.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-862

Adoption des procès-verbaux de la séance extraordinaire et de la séance ordinaire du 18 décembre 2025

IL EST PROPOSÉ PAR Louis-Vincent Barthe, SECONDE PAR Jean Latour et résolu que les procès-verbaux de la séance extraordinaire et de la séance ordinaire du 18 décembre soient adoptés sans amendements.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-863

Adoption du règlement numéro 575-2025 pour déterminer les taux de taxes et les tarifications fixes pour l'année 2026

RÈGLEMENT 575-2025 POUR DÉTERMINER LES TAUX DE TAXES ET LES TARIFICATIONS FIXES POUR L'ANNÉE 2026

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.2 et 244.3 de la loi sur la fiscalité municipale, une municipalité peut imposer un prix de façon ponctuelle ou sous forme d'abonnement pour l'utilisation d'un bien ou d'un service ou pour le bénéfice retiré d'une activité ;

ATTENDU QUE l'avis de motion du présent projet de règlement a été donné à la séance tenante et que le projet de règlement est déposé à cette même séance du 18 décembre 2025.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Louis-Charles Guertin et SECONDE PAR Christian Michaud et résolu de déposer le règlement portant le numéro 575-2025 pour déterminer les taux de taxes et les tarifications fixes pour l'année 2026 et de l'adopter pour valoir à toutes les fins de droit, et ledit conseil ordonne, statue et décrète ce qui suit :

ARTICLE 1 – PRÉAMBULE

Le préambule du présent projet de règlement fait partie intégrante de celui-ci.

Initiales mairesse EL

Initiales greffier GT

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

ARTICLE 2 – OBJET

Le présent projet règlement fixe le taux de taxes et les tarifications pour l'année 2026.

ARTICLE 3 – INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

« Lecture de compteur d'eau » : lecture d'eau en mètre cube ou en gallon impérial du 15 novembre 2025 au 15 novembre 2026 ;

« Consommation estimée » : à défaut de remettre une lecture de compteur d'eau avant le 15 novembre 2026, une consommation d'eau estimée de 34 000 gallons ou de 154,54 m³ sera inscrite par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation imposé et servira de calcul pour les fins de taxation pour le calcul de la consommation d'eau 2026.

« Coût annuel » : correspond à l'eau du compteur 2026, moins 34 000 gallons d'eau ou 154,54m³ multipliés par le taux annuel de surconsommation établie à l'article 7.1 du présent règlement.

ARTICLE 4 – TAUX DE BASE

Un taux de base de 0.5225/100\$ d'évaluation foncière soit imposé et prélevé pour l'année 2026, sur tout terrain avec les constructions qui y sont érigées et, s'il y a lieu, tout ce qui est défini par la loi comme bien-fonds ou immeuble pour la taxe foncière.

ARTICLE 5 – TAUX VARIÉ POUR LES 6 LOGEMENTS ET PLUS

Un taux varié de 0.6279/100\$ d'évaluation foncière soit imposé et prélevé pour l'année 2026, sur tous les immeubles de six (6) logements et plus imposables inscrits au rôle d'évaluation procès-verbal de la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola

ARTICLE 6 – TARIFICATION POUR LE SERVICE D'AQUEDUC

Qu'une tarification annuelle pour les services d'aqueduc au montant de 271\$ par logement soit imposée et prélevée pour l'année 2026 pour les utilisateurs raccordés sur le réseau d'aqueduc.

De plus, tout propriétaire d'immeuble doit respecter le *règlement 522-2020 concernant la gestion des compteurs d'eau*.

ARTICLE 7 – TARIFICATION POUR LA SURCONSOMMATION

7.1 Tarification Surconsommation

Pour les utilisateurs dont la consommation d'eau pour l'année 2026 ayant excédé les 34 000 gallons ou 154.54 m³ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation, une tarification de 2,10\$/1000 gallons ou 2,10\$/4.55m³ soit imposée et prélevée au cours de l'année 2026 en utilisant la formule suivante :

Coût annuel :

Tarification \$ = (Lecture de compteur d'eau – 34 000 gallons d'eau) X 2,10\$/1 000 gallons Ou (Lecture de compteur d'eau – 154,54 m³) X 2,10\$/4.55m³

Eau compteur : lecture d'eau en mètre cube ou en gallon impérial du 15 novembre 2025 au 15 novembre 2026 ;

7.2 Surconsommation pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE)

Pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE) ayant un usage mixte (résidence et ferme sur la même unité d'évaluation), la tarification annuelle de 271\$ par logement s'appliquera à la résidence et pour ce qui est de l'excédent de 34 000 gallons ou 154.54m³ d'eau consommée, celui-ci s'appliquera pour la ferme selon le calcul établi à l'article 7.1 du présent règlement.

7.3 Consommation estimée

À défaut de remettre une lecture d'eau avant le 15 novembre 2026, une consommation d'eau estimée de 34 000 gallons ou de 154,54 m³ sera inscrite par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation imposé et servira de calcul pour les fins de taxation pour le calcul de la consommation d'eau 2026.

ARTICLE 8 – TARIFICATION POUR LES EAUX USÉES

Qu'une tarification annuelle pour les services sanitaires de 142\$ pour l'année 2026 soit et est imposée et prélevée par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation, raccordés au réseau des eaux usées soit imposée et prélevée au cours de l'année 2026.

ARTICLE 9 – TARIFICATION POUR L'ASSAINISSEMENT

Qu'une tarification annuelle de 79\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation raccordés au réseau de collecte et d'interception des eaux usées, soit et est imposée et prélevée pour l'année 2026, afin de pourvoir à l'exploitation de l'usine d'assainissement.

ARTICLE 10 – TARIFICATION POUR LE SYSTEME PRO-STEP

10.1 Tarification possédant le système Pro-Step – services eaux usées

Qu'une tarification annuelle de 50% du coût de la tarification pour les eaux usées soit un montant de 71\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation raccordé aux systèmes Pro-Step, soit, et est imposée et prélevée pour l'année 2026.

10.2 Tarification possédant le système Pro-Step- assainissement

Qu'une tarification annuelle de 50% du coût de la tarification pour l'assainissement soit un montant de 39,50\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation raccordé aux systèmes Pro-Step, soit, et est imposée et prélevée pour l'année 2026 afin de pourvoir à l'exploitation de l'usine d'assainissement.

ARTICLE 11 – TARIFICATION POUR LA VIDANGE DES INSTALLATIONS SEPTIQUES

11.1 Tarification - Fosse septique et champ d'épuration

Qu'une tarification annuelle de 84\$ par logement soit et est imposée et prélevée pour l'année 2026, par immeuble non raccordé au réseau de collecte et d'interception des eaux usées.

11.2 Tarification - Fosse septique avec système Pro-Step

Qu'une tarification annuelle de 84\$ par logement soit et est imposée et prélevée pour l'année 2026, pour les utilisateurs du système Pro-Step et qui doivent, par le fait même, utiliser une fosse septique

ARTICLE 12 – TARIFICATION POUR LE PROGRAMME DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS SEPTIQUES

Qu'une tarification annuelle pour l'année 2026 soit imposée et prélevée pour les propriétés ayant bénéficié du programme de financement de mise aux normes des installations septiques, tel qu'il appert du règlement 468-2015. Le montant de cette compensation est établi en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital de l'emprunt en proportion de l'aide financière accordée sur chacune des propriétés bénéficiaires.

ARTICLE 13 – TARIFICATION POUR LE SERVICE DE LA CUEILLETTE, LE TRANSPORT, LA DISPOSITION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES (BAC NOIR), LA COLLECTE SÉLECTIVE (BAC BLEU) ET LES MATIÈRES ORGANIQUES (BAC BRUN)

13.1 Cueillette des matières résiduelles, sélectives et organiques pour les résidences

Qu'une tarification annuelle de 269\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit et est imposée et prélevée pour l'année 2026, à tous les usagers de ce service où un tel service est en vigueur et non autrement prévu par les dispositions du présent règlement.

13.2 Cueillette des matières résiduelles, sélectives et organiques pour les chalets

Qu'une tarification annuelle de 269\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit et est imposée et prélevée pour l'année 2026, à toutes les résidences d'été où un tel service est en vigueur et non autrement prévu par les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 14 – DÉNEIGEMENT

Déneigement aux résidences à accès restreint

Qu'une tarification annuelle additionnelle de 306\$ par logement soit imposée et prélevée pour l'année 2026 à douze (12) résidences qui ont un accès restreint pour le déneigement, donc ceux affectés par le règlement numéro 433-2011, les numéros civiques de ces résidences sont les 1167, 1167-A, 1167-B, 1167-D, 1167-E, 1171-A, 1173, 1175, 1177, 1185-A, 1187 et 1187-A rang Saint-Michel.

ARTICLE 15 – ENTRETIEN DE CHEMIN OCTAVE-BOUCHER

Qu'une tarification annuelle additionnelle soit imposée et prélevée selon la valeur des travaux effectués pour l'année 2026 à cinq (5) résidences qui utilisent le chemin Octave Boucher pour l'entretien du chemin en période estivale tel qu'il appert de l'entente signée par tous les propriétaires concernés. Ceux affectés par ladite entente d'entretien du chemin Octave Boucher, sont les numéros civiques et numéro de lot suivant : 401, 403, 405 et 407 Rang Saint-Joseph et le lot 4 507 554.

ARTICLE 16 – COMPENSATION POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

16.1 Tous les logements

Qu'une tarification annuelle de 100\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année 2026 afin de pourvoir au paiement des coûts reliés à la sécurité publique, et non autrement prévue par les dispositions du présent règlement.

16.2 Tous les chalets situés sur les îles non reliées à la terre

Qu'une tarification annuelle de 50\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année 2026, pour les chalets d'été situés sur des îles non reliées à la terre ferme, afin de pourvoir au paiement des coûts reliés à la sécurité publique, et non autrement prévue par les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 17 – TARIFICATION POUR LA SÉCURITÉ INCENDIE

17.1 Tous les logements

Qu'une tarification annuelle de 121\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année 2026 afin de pourvoir au paiement des coûts reliés à la sécurité incendie, et non autrement prévus par les dispositions du présent règlement.

17.2 Tous les chalets situés sur les îles non reliées à la terre

Qu'une tarification annuelle de 60\$ par logement et/ou autres locaux selon le rôle d'évaluation soit imposée et prélevée pour l'année 2026, pour les chalets d'été situés sur des îles non reliées à la terre ferme, afin de pourvoir au paiement des coûts reliés à la sécurité incendie, et non autrement prévus par les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 18 – TARIFICATION POUR LA VIDANGE DES ÉTANGS AÉRÉS (règlement 539-2022)

18.1 Tarification – vidange des étangs aérés

Qu'une tarification annuelle de 45\$ pour chaque propriétaire d'un immeuble imposable étant desservi par le réseau d'égout soit imposée et prélevée pour l'année 2026.

18.2 Tarification - vidange des étangs aérés avec système Pro Step

Qu'une tarification annuelle de 22,50\$, représentant 50% du coût de la tarification pour la vidange des étangs aérés soit imposée et prélevée pour chaque propriétaire d'un immeuble imposable étant desservi par le système Pro Step pour l'année 2026.

ARTICLE 19 – TARIFICATION POUR TRAVAUX DE VOIRIE DU RANG SAINT-PIERRE (règlement 540-2022)

Qu'une tarification annuelle de 44\$ pour chaque propriétaire d'un immeuble imposable sur tout le territoire de la municipalité soit imposée et prélevée pour l'année 2026.

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

ARTICLE 20 – CALENDRIER DU PAIEMENT DES TAXES

Pour les contribuables ayant droit de payer en plusieurs versements, c'est-à-dire pour des taxes de 300\$ et plus, le conseil fixe le paiement des taxes en six versements selon le calendrier suivant :

- 1^{er} versement : 26 février 2026
- 2^e versement : 20 avril 2026
- 3^e versement : 18 mai 2026
- 4^e versement : 22 juin 2026
- 5^e versement : 24 août 2026
- 6^e versement : 19 octobre 2026

ARTICLE 21 - Entrée en vigueur

IL EST PROPOSÉ PAR Louis-Charles Guertin, SECONDÉ PAR Christian Michaud et résolu d'adopter le règlement 575-2025 pour déterminer les taux de taxes et les tarifications fixes pour l'année 2026.

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents

Avis de motion et dépôt du règlement : 18 décembre 2025

Adoption du projet de règlement : 18 décembre 2025

Adoption du règlement : 13 janvier 2026

2026-01-864

Autorisation du directeur général greffier-trésorier à payer les dépenses incompressibles 2026

CONSIDÉRANT QU'il est de bonne pratique que le conseil municipal autorise le directeur général et greffier-trésorier à payer toute dépense incompressible prévue au budget (ex : Hydro-Québec, télécommunications, quotes-parts, salaires, etc.).

CONSIDÉRANT QUE ce pouvoir est prévu à l'article 960.1 du Code Municipal permettant l'adoption de tout règlement relatif à l'administration des finances de la municipalité.

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a inclus cette autorisation à l'intérieur du règlement 507-2019 déléguant le pouvoir d'autoriser des dépenses et de passer des contrats au nom de la Municipalité (article 961.1 C.M.).

CONSIDÉRANT QUE le directeur général, greffier-trésorier est autorisé à payer toutes dépenses incompressibles prévues au budget. Aux fins du présent règlement, les dépenses incompressibles sont celles qui sont fixes ou inévitables en raison d'obligations que la Municipalité a contractées, ou de la nécessité de procéder à ces dépenses aux fins du fonctionnement de la municipalité. Ces dépenses incompressibles comprennent, notamment :

- Les dépenses inhérentes à l'application des conventions collectives ou reliées aux conditions de travail et autres avantages des employés et élus de la municipalité (contribution aux assurances, fonds de pension, rémunération, etc.) ;
- Les dépenses d'électricité et de chauffage ;
- Les dépenses de télécommunications lorsqu'un contrat a dûment été attribué par l'autorité compétente ;
- Toute sommes dues par la Municipalité à une autorité gouvernementale en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ;
- Les quotes-parts des régies intermunicipales et des organismes supramunicipaux ;
- Les sommes dues en vertu d'une entente intermunicipale ;
- Les contrats de déneigement ou relatifs aux matières résiduelles accordés par la Municipalité ;

Initiales mairesse E.L.

Initiales greffier GS

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

- Les primes d'assurances;
- Les frais reliés aux services de la Sûreté du Québec;
- Les dépenses reliées au service de la dette (remboursement du capital et des intérêts);
- Le paiement d'emprunts déjà contractés par la Municipalité.

EN CONSÉQUENCE, IL EST PROPOSÉ PAR Jean Latour **ET SECONDÉ PAR** Chloé Laforest-Guevremont et résolu que le conseil municipal prend acte du règlement 507-2019 donnant droit au directeur général greffier-trésorier le pouvoir de payer toutes les dépenses incompressibles prévues au budget 2026.

Adoptée à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-865

Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) – Résolution

ATTENDU QUE le conseil municipal a pris connaissance des modalités d'application du volet Projets particuliers d'amélioration (PPA) du Programme d'aide à la voirie locale (PAVL) et s'engage à les respecter ;

ATTENDU QUE le réseau routier pour lequel une demande d'aide financière a été octroyée est de compétence municipale et est admissible au PAVL ;

ATTENDU QUE les travaux ont été réalisés dans l'année civile au cours de laquelle le ministre les a autorisés ;

ATTENDU QUE les travaux ou les frais inhérents sont admissibles au PAVL ;

ATTENDU QUE le formulaire de reddition de comptes V-AF13 a été dûment rempli ;

ATTENDU QUE la transmission de la reddition de comptes des projets a été effectuée à la fin de la réalisation des travaux au 31 décembre 2025 de l'année civile au cours de laquelle la ministre les a autorisés ;

ATTENDU QUE le versement est conditionnel à l'acceptation, par le ministre, de la reddition de comptes relative au projet ;

ATTENDU QUE, si la reddition de comptes est jugée conforme, le ministre fait un versement aux municipalités en fonction de la liste des travaux qu'il a approuvé sans toutefois excéder le montant maximal de l'aide tel qu'il apparaît à la lettre d'annonce ;

POUR CES MOTIFS, sur la proposition de Christian Michaud, appuyée par Jean Latour, il est unanimement résolu et adopté que le conseil de la Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola approuve les dépenses d'un montant de 12 000\$ relatives aux travaux d'amélioration et aux frais inhérents admissibles mentionnés au formulaire V-AF13, conformément aux exigences du ministère des Transports et de la Mobilité durable, et reconnaît qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-866

CREVALE – Nomination de délégué et/ou représentant officiel

ATTENDU QU'il est important de réaffirmer le rôle essentiel des élu.es municipales dans la mobilisation régionale en réussite éducative.

ATTENDU QUE la Municipalité engagée pour la réussite éducative doit nommer un délégué à la réussite éducative.

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Louis-Vincent Barthe, **SECONDE** PAR Louis-Charles Guertin et résolu de nommer Madame Evelyne Latour déléguée à la réussite éducative et représentante officielle à l'assemblée générale annuelle du CREVALE.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-867

Représentant substitut Société de Récréotourisme Pôle Berthier

ATTENDU QUE la Société de Récréotourisme Pôle Berthier invite le conseil municipal à lui soumettre les noms des trois représentants en tant que membres pour l'année 2026 ;

ATTENDU QUE ces trois membres doivent choisir parmi eux, un représentant au conseil d'administration de la Société de Récréotourisme Pôle Berthier pour l'année 2026 ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Christian Valois, **SECONDE** PAR Jean Latour et résolu de nommer les trois membres représentant la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola à la Société de Récréotourisme Pôle Berthier pour l'année 2026 suivants : Monsieur Christian Valois, Monsieur Louis-Vincent Barthe et Madame Evelyne Latour. Le représentant au conseil d'administration de la Société de Récréotourisme Pôle Berthier pour l'année 2026 est Christian Valois et son substitut est Louis-Vincent Barthe.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-868

Dons et commandites

IL EST PROPOSÉ PAR Louis-Vincent Barthe, **ET SECONDE** PAR Louis-Charles Guertin, et résolu de faire les dons suivants :

Album finissant école secondaire Pierre-de-Lestage 2025-2026 : 100 \$

Évènementiel école secondaire Pierre-de-Lestage 2026 : 250 \$

Gala 2026 école secondaire Pierre-de-Lestage : 250 \$

Disposition de la salle du sous-sol de l'église à M. Ghislain Fafard pour les cours de mise en forme tous les lundis de 13h15 à 14h15 du 12 janvier au 16 mars 2026 inclusivement.

Adopté à l'unanimité des conseillers présents.

2026-01-869

Période de questions

La période de questions débute à 21h05 et se termine à 21h45.

2026-01-870

Levée de la session

IL EST PROPOSÉ PAR Christian Valois, **ET RÉSOLU QUE** la session soit et est levée à 21h45.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ

Je soussigné Guy Ménard, greffier-trésorier, certifie sous mon serment d'office que la municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola a les fonds nécessaires en rapport avec les résolutions numéro 2026-863, 2026-864, 2026-865, 2026-868.

Initiales mairesse E.L

Initiales greffier GA

Procès-verbal de la Municipalité
de Saint-Ignace-de-Loyola

Evelyne Latour
Evelyne Latour, mairesse

Guy Ménard
Guy Ménard, directeur général

Evelyne Latour
Evelyne Latour, mairesse

Je, *Evelyne Latour*, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Initiales mairesse _____

Initiales greffier _____